



INTERNATIONAL CENTRE FOR  
TRADE AND SUSTAINABLE  
DEVELOPMENT



enda-tiersmonde

# Passerelles

## Synthèse Mensuelle Bulletin Électronique

Novembre 2002

Volume 1, Numéro 9

|  |           |
|--|-----------|
| <b>LIGNE DE FOND</b>   | <b>1</b>  |
| ACP-UE : Apres La Banane, Les Préférences Européennes Pour Le Sucre ACP Menacées Par Les Plaintes Brésilienne et Australienne                      | 1         |
| Services : Des Pays En Développement Forment Une Coalition Sur Les Questions "Horizontales"  | 3         |
| <b>NOUVELLES DE L'OMC</b>  | <b>5</b>  |
| Négociations Sur le Mémorandum D'Accord Sur le Règlement Des Différends : Le Groupe des PMA Prend Position   | 5         |
| Les Pays Développés Cherchent A Transférer La Majeure Partie Des Dispositions Du Traitement Spécial Et Différencié Aux Organes Pertinents De L'OMC | 7         |
| ADPIC : : Vers Un Compromis Sur Les Médicaments Apres La Mini-Ministérielle De Sydney?   | 9         |
| <b>SUR LE FIL</b>  | <b>11</b> |
| Le Contrôle De La "Gouvernance" Et Le Commerce Au Centre Des Préoccupations De Mise En Oeuvre Lors De La Conférence De Johannesburg                | 11        |
| Réunion De Harare Sur Le Régionalisme Africain Et L'OMC: Débats Sur Le NEPAD, L'AGOA Et D'Autres Arrangements Commerciaux                          | 12        |
| <b>EVENEMENTS</b>  | <b>13</b> |
| <b>PUBLICATIONS</b>  | <b>14</b> |

Pour vous abonner, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: subscribe  
Pour vous désinscrire, envoyez un courrier électronique à l'adresse suivante : [passerelles@ictsd.ch](mailto:passerelles@ictsd.ch) Dans la ligne « Objet », écrivez simplement: unsubscribe

### LIGNE DE FOND

#### ACP-UE : Apres La Banane, Les Préférences Européennes Pour Le Sucre ACP Menacées Par Les Plaintes Brésilienne et Australienne

Par des lettres datées du 27 septembre 2002, les gouvernements du Brésil et de l'Australie ont saisi l'Organe de Règlement des Différends de l'OMC d'une plainte visant à réduire voire à supprimer les subventions européennes sur le sucre, et à annuler les préférences commerciales pour le sucre des pays ACP.

Ces deux pays soutiennent entre autres arguments que le régime communautaire applicable au sucre soumet le sucre importé à un traitement moins favorable et qu'il est donc contraire à l'article III:4 du GATT de 1994, étant donné que le sucre importé, contrairement au sucre contingenté des CE, ne répond pas aux conditions requises pour bénéficier du prix d'intervention élevé garanti par ce règlement. Dans un communiqué publié par la mission du Brésil à Genève, il est fait référence au sucre brut importé à des taux préférentiels des pays ACP et raffiné ensuite dans l'UE et réexporté à des prix subventionnés. Le communiqué note que " ces subventions à l'exportation octroyées grâce à cette opération ne sont pas incluses dans les engagements de réduction de l'UE au terme de l'accord de l'OMC sur l'agriculture ".

Il est important de rappeler que l'un des composants importants de la Convention de Lomé est le Protocole du sucre (signé par 16 pays ACP). Il stipule que l'Union européenne peut importer 1,3 million de tonnes de sucre chaque année, à des prix

très proches des prix élevés reçus par les fermiers producteurs de sucre de betterave de l'UE.

### **La levée de boucliers**

Aussitôt la plainte déposée, le spectre de la plainte sur la banane a refait surface. Monsieur Pravind Jugnauth, le ministre de l'Agriculture de Maurice, un des plus grands exportateurs ACP de sucre, a tout de suite fait part de son inquiétude : " Nous sommes très inquiets dans la mesure où cette plainte constitue une attaque directe contre les accords préférentiels conclus entre l'UE et les ACP et, par conséquent, contre le Protocole sucre. Le ministre mauricien, qui est également président du comité ministériel ACP sur le sucre, a estimé que "ce sont des intérêts vitaux des pays ACP dont Maurice qui sont en jeu". M. Jugnauth a affirmé que " compte tenu du danger " que porte cette initiative, il a convoqué le même jour, soit le 27 septembre, une réunion du bureau ministériel des ACP, en tant que porte-parole des ACP sur le sucre. A l'issue de la rencontre, les décisions suivantes ont été prises : 1) les trois ministres présents (Maurice, Fidji et Guyane) vont rester en contact permanent et échanger des informations sur la question ; 2) le groupe consultatif des ambassadeurs sur le sucre au niveau des Bruxelles a convoqué une réunion urgente pour évaluer le défi lancé par le Brésil et l'Australie dans toutes ses dimensions et de suggérer des actions à entreprendre au niveau politique, technique et légal et 3) une ligne de communication a été ouverte avec la commission européenne et auprès de Genève.

Du côté de l'Union Européenne, M. Pascal Lamy a, dans le discours prononcé à l'ouverture des négociations sur les accords de partenariat économique (APE), dénoncé cette attaque venant des pays tierces, attaque qui intervient après celles engagées contre les préférences commerciales sur la banane et le thon. " C'est comme si ils voulaient marquer à leur manière l'ouverture des négociations ACP/UE sur les APE ; cette attaque australo-brésilienne risque de faire mal aux pays ACP et blesser les 49 pays les plus pauvres de la planète ".

### **Le problème de la compatibilité avec les accords de l'OMC**

On assiste de plus en plus à une dénonciation systématique des préférences commerciales octroyées aux ACP. Le reproche principal est qu'elles lèsent les PED non-ACP, qui bien qu'ayant un niveau de développement inférieur ou égal, bénéficient d'un régime commercial moins favorable que celui de Lomé. Du point de vue des règles du GATT, ceci était contraire au principe de la nation la plus favorisée (NPF) dont on ne peut déroger que par le biais de mesures non discriminatoires inscrites dans le système des préférences généralisées (SPG). L'UE avait donc déjà dû obtenir une dérogation spéciale auprès de l'OMC pour maintenir le volet commercial de Lomé IV-bis.

De la même manière que les bananes, le protocole 3 sur le sucre prévoit un traitement spécifique et préférentiel pour les produits provenant des pays ACP qu'il régit, et englobe un engagement des CE à acheter et à importer, à des prix garantis, des quantités spécifiées de sucre originaire des pays ACP.

Le précédent de la banane avait permis d'aboutir à la conclusion que les mesures exigées par la convention de Lomé étaient contraires à l'article premier du GATT (clause NPF) sous réserve de la dérogation négociée. Elle avait permis aussi de récuser une justification juridique des préférences dans l'article XXIV du GATT sur les zones de libres échanges et les unions douanières du fait de l'absence de réciprocité exigée par le paragraphe 8 de l'article XXIV.

Bien que les conclusion de l'ORD n'ont concerné que le régime de la banane, elles pourraient s'appliquer à l'ensemble du régime préférentiel de Lomé. En effet, l'article 182 de la Convention de Lomé IV qui régit l'accès en franchise de droit de douane et les marges tarifaires ne concerne pas que la banane, mais aussi les autres produits des Etats ACP dont le sucre et auxquels s'appliquent ces préférences. Cette décision pourrait donc être assimilée à la consécration juridictionnelle de

l'incompatibilité du régime préférentiel de Lomé avec le droit GATT/OMC.

**Le démantèlement des préférences commerciales en faveur des ACP : Suite et fin**

Si cette plainte devait aboutir, elle entraînerait des restrictions encore plus sévères imposées par l'OMC sur les exportations européennes de sucre, réduisant, dans le même temps, les restitutions à l'exportation d'un montant équivalent à celui des importations communautaires préférentielles de sucre en provenance des pays ACP. Cela n'entraînera pas forcément une révision à la baisse du quota ACP, mais pourrait forcer les Etats membres de l'UE à accélérer la réforme du secteur, avec à la clé, l'abandon du soutien au prix au profit des paiements d'aides directes. Une telle réforme compromettrait directement les préférences commerciales accordées sur le sucre aux pays ACP, puisque Commission européenne estime qu'une baisse de 25 % du prix du sucre européen engendrerait pour les exportateurs ACP une perte de revenu d'environ 250 millions d'euros par an.

La volonté persistante de certains PED de démanteler les préférences commerciales des ACP, ou à tout le moins, leur volonté de bénéficier des mêmes privilèges commerciales, prouve encore que l'Afrique devra s'intégrer au système commercial multilatéral en tant qu'acteur à part entière. Après les dernières illusions nées de la dynamique du droit au développement dans les années soixante dix, on semble irrémédiablement s'acheminer vers la fin de ce qu'on a pu appeler la dualité de normes dans le système GATT/OMC. Peut être devrait on se diriger vers une autre logique qui consacrerait une différenciation de traitement exclusivement basée sur le niveau de développement et qui favoriserait un régime spécifique pour les PMA ? En d'autres termes, les préférences commerciales non réciproques fondées sur des considérations historiques et géographiques semblent avoir fait leur temps. Dès lors, les seules catégories viables, susceptibles de traitement différencié sont celles basées sur des considérations économiques.

---

**Services : Des Pays En Développement  
Forment Une Coalition Sur Les  
Questions "Horizontales"**

Lors de sa délibération du 28 octobre, le Conseil du commerce des services (CCS), réuni en session spéciale, a centré une bonne partie de ses discussions sur deux questions " horizontales " d'une grande importance pour les pays en développement : les " crédits " pour la libéralisation autonome et le réexamen de la mise en œuvre de l'article IV de l'Accord général sur le commerce des services - AGCS.

**Libéralisation autonome**

Réagissant au projet de modalités du président du CCS sur la prise en compte de la question de la libéralisation autonome, un groupe de 24 pays en développement a déposé une liste de choix alternatifs possibles pour l'établissement des modalités d'octroi de " crédits " - une initiative que plusieurs autres Membres auraient saluée comme une " avancée positive. ". Ce groupe de 24 pays a également ajouté "quelques idées à promouvoir" sur certaines des questions encore non résolues dans ce débat. Une de ces questions ouvertes est celle de savoir si tous les Membres ou seulement les pays en développement devaient être habilités à bénéficier de "crédits" pour la libéralisation autonome. La question de la portée des modalités et des " crédits " pour une libéralisation autonome a souvent constitué un point d'achoppement entre les membres. L'AGCS est muet sur cette question. La disposition pertinente, c'est-à-dire l'article XIX:3, dispose qu'il faut établir les modalités du " traitement de la libéralisation entreprise de façon autonome par les Membres depuis les négociations précédentes ". Par conséquent, en ce qui concerne le texte de l'Accord, les Membres n'ont toujours pas d'indication plus précise.

Si personne ne disconvient du fait qu'il faut accorder une attention spéciale aux pays en développement, et que, selon certains membres, cela doit apparaître clairement dans les modalités, le problème qui subsiste est de savoir comment le

faire sans perturber l'équilibre des droits et des obligations instauré par l'AGCS.

Le groupe de 24 pays en développement comprend l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, l'Équateur, le Guatemala, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, le Mexique, le Nicaragua, le Pakistan, le Panama, le Paraguay, le Pérou, les Philippines, la République dominicaine, le Sénégal, le Sri Lanka, la Thaïlande, le Venezuela et Uruguay.

#### **Mécanisme de contrôle de l'article IV de l'AGCS**

Un groupe de pays en développement comprenant la Bolivie, la Barbade, la Colombie, Cuba, l'Équateur, le Nicaragua, le Pérou et Trinidad et Tobago, a déposé une proposition exposant les options pour la mise en œuvre des " réexamens et évaluation convenus par les Membres " dans le paragraphe 15 de la déclaration ministérielle de Doha portant sur des directives de négociations dans le domaine des services - une disposition que le groupe considère comme faisant " partie intégrante du principe du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés " (PMA). Selon une source, cette proposition - prévue pour être formellement débattue lors de la session de reprise du CCS, le 1er novembre - avait suscité " un haut niveau d'appui politique de la part des pays industrialisés ". Dans ce contexte, il a également été indiqué que cette initiative devait être perçue comme une tentative des pays en développement de transférer certains éléments de négociations en cours sur les services du niveau bilatéral au niveau multilatéral.

Dans l'article XIX.3 de l'AGCS, il est prévu que pour chacune des séries de négociations portant sur les services, des lignes directrices et des procédures seront établies. " Aux fins d'établissement de ces lignes directrices, le Conseil du commerce des services procédera à une évaluation du commerce des services d'une manière globale et sur une base sectorielle en se référant aux objectifs du présent accord, y compris ceux qui sont énoncés au paragraphe 1 de l'article IV. Les lignes directrices établiront les modalités du traitement de la libéralisation entreprise de

façon autonome par les Membres depuis les négociations précédentes, ainsi que du traitement spécial en faveur des pays les moins avancés Membres en vertu des dispositions du paragraphe 3 de l'article IV ".

A ce titre, le groupe des pays en développement a proposé de procéder à un " examen des progrès " comme point permanent de l'ordre du jour du CCS, pour lequel des " critères " devraient être établis, tels que le réexamen des offres reçues en réponse à des demandes présentées (les offres seront traitées de manière multilatérale, contrairement aux demandes initiales bilatérales) ; le degré de flexibilité que les pays en développement pourraient conserver sur la base des offres présentées ; et la " priorité spéciale devant être accordée aux PMA comme cela est mentionné dans l'article IV.3 et aux besoins des petits fournisseurs de services dans les pays en développement ", tel que mentionné dans le paragraphe 15 des Directives.

Déjà à la réunion de mars, la délégation ougandaise, intervenant au nom des PMA Membres, avait présenté une proposition relative à l'établissement de ces modalités, distribuée sous le numéro de JOB(02)/30, et a demandé qu'un point correspondant soit inscrit à l'ordre du jour de la session extraordinaire.

Aussi, à la session spéciale du CCS du 10 juillet dernier, le représentant du Sénégal, intervenant en qualité de coordonnateur des pays les moins avancés, avait demandé que ce point soit inscrit comme point permanent à l'ordre du jour de la session extraordinaire. Il avait rappelé qu'en vertu de l'article XIX:3 les lignes directrices pour les négociations devaient établir les modalités du traitement spécial en faveur des PMA Membres, parallèlement aux modalités du traitement de la libéralisation autonome. Il avait constaté en outre que les Membres progressaient dans leurs travaux sur les modalités du traitement de la libéralisation autonome et qu'ils pourraient arriver prochainement à un résultat positif. Par contre, l'établissement des modalités du traitement spécial en faveur des PMA Membres était absent des

Lignes directrices, qui n'y faisaient aucune allusion.

En termes de procédure, le mécanisme de réexamen devrait reposer sur des informations pertinentes fournies par les Membres et sur l'analyse des offres par le Secrétariat de l'OMC, la Conférence des Nations-Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) et d'autres agences pertinentes. Le groupe a également proposé qu'il soit fait un bilan des progrès réalisés " dans les négociations relatives à la mise en œuvre de l'article IV " lors de la Cinquième Conférence ministérielle de l'OMC prévue pour septembre prochain à Cancun, au Mexique.

La prochaine session spéciale du Conseil du commerce des services est prévue les 9,11 et 12 décembre prochains.

## NOUVELLES DE L'OMC

### **Négociations Sur le Mémoire d'Accord Sur le Règlement Des Différends : Le Groupe des PMA Prend Position**

Lors de sa session extraordinaire du 9 octobre 2002, l'Organe de règlement des différends de l'OMC a rendu publique une proposition du Groupe des PMA présentée par la Mission permanente de Zambie (TN/DS/W/17). Si l'on peut constater que depuis l'entrée en vigueur des accords, aucun des PMA n'a cherché à régler un différend commercial par le biais du mécanisme de règlement des différends de l'OMC, cela n'est pas due au fait que les PMA n'ont pas eu de problèmes pouvant être soumis au système de règlement des différends, mais s'explique plutôt par les difficultés d'ordre structurel et autres que pose le système lui-même. Les négociations sur le réexamen du Mémoire d'accord doivent aboutir à un système qui facilite et encourage clairement la participation complète des PMA au système de règlement des différends. Pour ce faire, il devrait

être tenu compte de leurs spécificités et de bien d'autres préoccupations pour leur garantir l'attractivité du mécanisme.

### **Réforme de certaines règles régissant la composition et le fonctionnement des Groupes spéciaux**

Les PMA notent dans l'ensemble que les réformes devraient toucher le cœur du système, au niveau du Groupe spécial qui est la première instance de solution des litiges, pour gagner en efficacité. C'est ainsi qu'ils préconisent de modifier la composition du Groupe Spécial, de rendre nécessaires les opinions dissidentes tout en garantissant une meilleure prise en compte du traitement spécial et différencié.

#### *Modifier la composition des Groupes spéciaux*

La composition du Groupe Spécial pose le problème de la participation des pays en développement au système commercial multilatéral. Dans la réglementation actuelle, la participation d'un ressortissant d'un PMA ou d'un pays en développement au Groupe spécial d'un litige auquel il est partie n'est garantie que si celui-ci en fait la demande expresse. Cette disposition de l'article 8 :10 devrait être modifiée de façon à ce que, dans tout différend concernant un PED, un membre au moins du Groupe Spécial soit un ressortissant d'un pays en développement. Le même raisonnement vaut pour les PMA. En conséquence, la substance de l'article 8 :10 devrait être modifiée pour garantir la participation automatique d'un ressortissant d'un PED, avec une option pour un second représentant s'il en fait la demande

Ainsi, la participation accrue des PMA et PED au processus de résolution des litiges à l'OMC pourrait renforcer la confiance au système et accroître sa visibilité.

#### *Rendre nécessaires les opinions dissidentes*

Il ressort de la pratique judiciaire de la Cour Internationale de Justice et de certains systèmes nationaux, que l'utilité des opinions dissidentes est de mettre en évidence des préoccupations ignorées qui peuvent à long terme influencer sur l'évolution du système. Le système de règlement des différends

devrait permettre les opinions dissidentes et prévoir une règle disposant que chaque membre d'un groupe spécial ou de l'Organe d'appel devrait donner son opinion, la décision finale étant prise à la majorité. Cette réforme aurait le mérite de tenir en compte des intérêts et points de vue des pays en développement, et permettrait au Groupe Spécial et à l'Organe d'Appel de constituer une jurisprudence propice au développement.

Il est important de noter que dans la pratique, un membre de l'Organe d'appel a pu, une fois, imposer une opinion particulière (notons que le terme "opinion dissidente" n'a pas été utilisé). En effet si les opinions des membres de l'Organe d'appel doivent demeurer anonymes (Article 17 :11 du MA), les opinions particulières ou dissidentes ne sont pas formellement interdites. Le bémol qui pourrait être opposé à la position du groupe des PMA est que les opinions particulières peuvent rendre la mise en oeuvre des recommandations de l'ORD plus délicate et le travail des Groupes spéciaux chargés d'examiner la compatibilité avec les règles de l'OMC, aux termes de l'article 21.5 du Mémorandum d'accord, beaucoup plus ardu.

#### *Prise en compte du traitement spécial et différencié*

Le Groupe des PMA estiment qu' en vertu de l'article 12 :11 du MA, les rapports des groupes spéciaux devraient indiquer expressément la façon dont il a été tenu compte des dispositions pertinentes sur le traitement différencié et plus favorable pour les pays en développement et les pays les moins avancés Membres, qui font partie des accords visés. Les Déclarations et Décisions ministérielles qui confèrent des droits spécifiques aux pays en développement, y compris la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés, devraient avoir une valeur juridique et être traitées comme si elles étaient des "accords visés" au sens de l'Accord instituant l'Organisation mondiale du commerce. Il est essentiel d'établir en la matière un équilibre entre les droits, les privilèges et les obligations des pays développés et ceux des pays en développement.

En outre, la prescription énoncée à l'article 12:11 selon laquelle le pays en développement Membre

("ou le pays moins avancé Membre") doit mettre en évidence toute disposition sur le traitement différencié et plus favorable pertinente au cours de la procédure de règlement des différends, impose au pays en question une charge juridique additionnelle qui est inutile et contraire au principe juridique bien établi *jura novit curia* (selon lequel le juge ou le tribunal est censé connaître le droit). Le groupe spécial ou la section de l'Organe d'appel chargé d'un différend a le pouvoir d'invoquer tous les principes juridiques applicables.

#### **Amélioration des mesures correctives prévues par le Mémorandum d'Accord**

Les mesures correctives dont il est question ici renvoient à deux situations différentes : le cas où un PMA obtient gain de cause dans un litige et le cas où il devra réajuster sa mesure incriminée pour incompatibilité avec les règles de l'OMC. Dans tous ces cas, le Groupe des PMA préconise des réformes qui tiennent compte de leur situation économique. Ces réajustements devraient s'articuler autour de trois points : rendre obligatoire la compensation financière en faveur des PMA, instaurer des mesures de rétorsion collective et l'application d'un principe de " modération " dans les contentieux impliquant un PMA.

#### *Rendre obligatoire la compensation financière en faveur des PMA*

L'article 22 du MA offre au Membre ayant eu gain de cause dans un litige deux possibilités de mesures correctives temporaires en attendant la mise en oeuvre intégrale de la recommandation. Ce sont la compensation financière et la suspension de concessions. La suspension de concessions constitue une alternative à la compensation financière. Cet état de fait rend mieux visible la faiblesse des PMA dont les mesures de suspension de concessions ne constituent aucune garantie de sanctions commerciales à l'égard de Membre plus nanti. C'est pourquoi, le Groupe des PMA estime qu'il faudrait rendre obligatoire la demande de compensation financière qui est la sanction la plus utile pour les pays économiquement faibles. En conséquence, il faudrait revoir le mandat type des groupes spéciaux pour y inclure une disposition impérative prévoyant que les groupes spéciaux



devraient demander une étude sur les effets qu'aurait une décision négative prise à l'égard d'un PMA.

#### *Instaurer des mesures de rétorsion collective*

L'absence de mécanisme d'exécution efficace et l'effet négatif que peuvent avoir les mesures de rétorsion sur les économies des pays pauvres sont bien connus. Les PMA estiment que l'une des façons de remédier à ce handicap est d'adopter un "principe de responsabilité collective" similaire à celui qui est énoncé dans la Charte des Nations Unies. Selon ce principe, tous les Membres de l'OMC auraient collectivement le droit et le devoir de faire exécuter les recommandations de l'ORD. Si un pays en développement ou un pays moins avancé Membre ayant déposé plainte obtenait gain de cause, la rétorsion collective serait possible automatiquement, au titre du traitement spécial et différencié. Pour autoriser ou non une mesure de rétorsion collective, l'ORD ne devrait pas être lié par la quantification effectuée selon la règle de l'annulation et de la réduction des avantages.

#### *Application d'un principe de "modération" dans les contentieux impliquant un PMA*

Le principe de "modération" dont pourrait bénéficier les PMA est prévu à l'article 24 :1 du MA. Ce que le Groupe des PMA demande serait une concrétisation des modalités pratiques de son application.

D'abord, il devrait être précisé la manière de déterminer s'il a été fait preuve de modération et les conséquences qu'aurait le fait d'établir qu'il n'a pas été fait preuve de modération, en adjoignant à un Membre qui se plaindrait du comportement d'un PMA, de recourir obligatoirement aux "bons offices" du Directeur Général. L'objectif est de limiter les plaintes abusives à l'encontre des PMA.

Ensuite, il faudrait réformer dans le sens d'une restriction des sanctions applicables aux PMA. Il est soutenu qu'en fonction de l'incidence négative que peut avoir une mesure de rétorsion prise contre un PMA et des répercussions graves que pourraient avoir aussi une demande de compensation adressée à un PMA, aucune compensation ne devrait être

demandée à un PMA Membre. Aucune mesure de rétorsion ne devrait être prise à l'encontre d'un PMA Membre. Les PMA devront retirer une mesure constituant une infraction lorsqu'une décision aura été rendue à leur encontre dans le cadre du système de règlement des différends. C'est la sanction la plus juste pour eux.

En conclusion, on peut mentionner que du fait de leurs faibles capacités humaines et financières, les PMA voudraient que les experts juridiques mis à leur disposition par le secrétariat de l'OMC en vertu de l'article 27 :2 et soumis à une obligation d'impartialité, puissent s'acquitter de leurs fonctions de conseil sans limitation induite liée à des questions d'impartialité, et il devrait être autorisé à assumer pleinement leur rôle de "conseil" au vrai sens du terme et pendant toute la durée du litige.

---

### **Les Pays Développés Cherchent A Transférer La Majeure Partie Des Dispositions Du Traitement Spécial Et Différencié Aux Organes Pertinents De L'OMC**

Le Comité du commerce et du développement de l'OMC (CCD) s'est réuni en sessions spéciales les 17, 18, 21, 22 et 23 octobre pour examiner, entre autres, les dispositions en matière de traitement spécial et différencié. Les discussions ont couvert les accords suivants: obstacles techniques au commerce - OTC, subventions et mesures compensatoires, antidumping, sauvegardes, et services. En règle générale, les propositions propres à des accords n'ont pas suscité de réactions favorables de la part des pays développés - qui auraient fait des demandes de clarifications supplémentaires, fait des commentaires sur le manque d'efficacité et/ou d'applicabilité des solutions proposées, et suggéré qu'il valait mieux traiter de ces sujets en dehors du CCD (c'est-à-dire dans les organes de l'OMC pertinents). Les questions transversales, notamment la dernière proposition de la Hongrie, ont été abordées lors de la session du 18 octobre. Les discussions en cours sur un mécanisme de contrôle du traitement spécial

et différencié ont été reprises lors d'une session informelle le 22 octobre.

Lors de la Conférence ministérielle de Doha, fin 2001, les ministres avaient convenu que " toutes les dispositions relatives au traitement spécial et différencié seront réexaminées afin de les renforcer et de les rendre plus précises, plus efficaces et plus opérationnelles. " A ce titre, les Membres devaient examiner comment rendre les dispositions plus efficaces et/ou plus impératives avant le 31 juillet 2002. Toutefois, ils n'ont pas été en mesure de parvenir à un accord avant cette date (voir Passerelles, Synthèse mensuelle vol.1 n°6, Août 2002, [http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/02-08/story2.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/02-08/story2.htm)) et le délai a été prorogé au 31 décembre. En outre, des éléments transversaux ont été incorporés au programme de travail, suscitant le mécontentement de la plupart des pays en développement.

### **Subventions et mesures compensatoires**

Lors des discussions sur les subventions et les mesures compensatoires, deux propositions émanant de groupes de pays en développement ont été abordées : TN/CTD/W/1 et TN/CTD/W/3/Rev.2 (la première disponible à : <http://docsonline.wto.org>, la seconde n'étant pas encore mise en circulation générale). La première proposition porte sur la suppression du mot " peuvent " de l'article 27.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, qui énonce : " les Membres reconnaissent que les subventions peuvent jouer un rôle important dans les programmes de développement économique des pays en développement Membres " et jette la base du traitement spécial et différencié dans l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires.

Des pays développés (Australie, Etats-Unis, Suisse, Japon) ont soulevé de nombreuses objections sur cette proposition, étant en désaccord avec l'idée que les subventions sont utiles pour le développement et spécifiant que la proposition modifierait les droits et obligations des Membres. Rejetant ces argumentants, le délégué du Pakistan aurait déclaré qu'il réserverait certainement un accueil favorable à une telle position de la part des

pays développés dans les négociations sur l'agriculture. L'UE était en principe en accord avec ses homologues des pays développés, mais a indiqué qu'elle serait disposée à envisager la suppression du terme " peuvent " si " certaines " était ajouté devant le terme " subventions ".

Concernant les propositions figurant dans la présentation du Groupe africain (TN/CTD/W/3/Rev.2), relatives à divers mécanismes pour des exemptions et/ou des prorogations en matière de réduction des subventions contenues dans l'article 27, la plupart des pays développés ont spécifié que des mécanismes suffisants étaient déjà en place et que les périodes de transition proposées étaient trop longues pour être accordées à tous les pays en développement. Les pays développés Membres ont annoncé sans équivoque que tous ces éléments relevaient du Groupe de négociation des règles et non du CCD - ce sur quoi la plupart des pays en développement ont été en désaccord.

### **Antidumping**

Sur l'antidumping, les Membres ont traité de deux éléments de la proposition du Groupe africain (TN/CTD/W/3/Rev.2) - tous deux relatifs à l'article 15 de l'Accord sur l'antidumping - qui aborde le traitement spécial que les pays développés doivent accorder aux pays en développement avant d'imposer des droits antidumping. Ici, la proposition demande une explication de fond et en termes de procédures de la disposition, et spécifiquement, la définition des termes clés.

Les pays développés (UE, Suisse et Etats-Unis) ont de nouveau répondu que l'enceinte adéquate pour traiter de ceci était le Groupe de négociation des règles et/ou le Comité antidumping. La Suisse a également souligné sa conviction que les propositions relatives à cet article n'étaient pas très claires et qu'elles ne contribueraient pas à l'objectif souhaité de rendre cet accord opérationnel. La Zambie aurait, plus tard dans les discussions, posé la question de savoir si la session spéciale du CCD était simplement là pour débattre des propositions sans prendre de mesures, et s'est dite déçue de n'avoir rien de concret à rapporter à ses mandants



des pays les moins avancés (la Zambie est actuellement représentante des PMA).

### **Obstacles techniques au commerce - OTC**

Concernant les deux propositions devant être débattues au titre des OTC (TN/CTD/W/2 & W/3/Rev.2), les pays développés ont estimé que la première, sur l'assistance technique obligatoire et préférentielle pour que les pays en développement répondent aux normes techniques, était peu raisonnable et non souhaitable. A propos de la demande du Groupe africain concernant un nouveau fonds pour fournir une assistance technique spécifiquement pour les obligations en matière d'obstacles techniques au commerce et pour les évaluations d'impact des normes techniques sur les pays en développement avant la mise en œuvre, les pays développés ont fait part de leur opposition. Le Canada, le Japon et la Norvège étaient opposés à la création d'un nouveau fonds, la Norvège estimant que la proposition relative à l'évaluation d'impact était peu appropriée car elle " modifierait les droits et obligations des Membres ". La Suisse, le Canada et l'UE ont estimé qu'il valait mieux aborder ces questions dans le Comité des obstacles techniques au commerce.

### **Questions transversales**

La brève session du 18 octobre a repris là où la session du 7 octobre s'était achevée et a vu une brève introduction, par la Hongrie, de son document de synthèse sur les régimes commerciaux préférentiels (TN/CTD/W/16, pouvant être consulté à : <http://docsonline.wto.org>). Il y a eu peu de discussion sur la question de l'utilisation des dispositions actuelles en matière de traitement spécial et différencié ou sur le débat portant sur " les règles à plusieurs niveaux ou à niveau unique ". En revisitant le débat sur les principes et les objectifs, les Etats-Unis et l'UE auraient observé que le développement était un processus dynamique et qu'il avait donc besoin de solutions tout aussi dynamiques.

## **ADPIC : : Vers Un Compromis Sur Les Médicaments Apres La Mini-Ministériel De Sydney?**

Les Membres de l'OMC ont semblé s'acheminer vers un compromis sur le paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC (aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce) et la santé publique, à la suite des discussions concernant une note du 10 novembre émanant du président du Conseil des ADPIC, lors de la 'mini-ministériel' de Sydney des 14 et 15 novembre, et d'une session informelle du Conseil des ADPIC, le 18 novembre. Tandis que la plupart des pays spécifiaient qu'ils pourraient accepter la solution juridique qui avait la préférence du président, il reste toutefois certains désaccords sur quelques-uns des éléments de la solution, notamment le champ d'application, les pays éligibles et les sauvegardes contre les détournements de trafic.

Selon le paragraphe 6 de la déclaration de Doha sur l'Accord sur les ADPIC et la santé publique, le Conseil des ADPIC est chargé de trouver une solution rapide aux difficultés que les pays ayant des capacités de fabrications insuffisantes ou n'en disposant pas pourraient rencontrer pour recourir de manière effective aux licences obligatoires. Le Conseil des ADPIC a pour instruction de faire rapport au Conseil Général sur cette question avant fin 2002. L'article 31(f) de l'Accord sur les ADPIC indique que la production sous licence obligatoire devrait être destinée principalement à l'approvisionnement du marché intérieur. Cependant, de nombreux pays en développement confrontés à des problèmes de santé publique ne sont pas en mesure de produire des médicaments avec leur capacité intérieure existante.

### **Le président propose une solution combinant un moratoire et un amendement**

Le président du Conseil des ADPIC, l'ambassadeur Eduardo Pérez Motta (Mexique) a déposé une seconde note portant sur des éléments possibles d'un mécanisme relatif au paragraphe 6, qui comprenait des propositions pour plusieurs des questions en suspens de la note antérieure du 25

octobre. La note du président comprend trois options juridiques possibles, à savoir un amendement de l'article 31(f) associé à une dérogation ou un moratoire provisoire en attendant l'entrée en vigueur d'un amendement ; une interprétation convenue de l'article 30 ; ou une dérogation de longue durée à l'obligation au titre de l'article 31(f). Sur ces trois options, la note a identifié le recours à une dérogation à long terme en attendant son remplacement par un amendement comme "la voie la plus prometteuse pour avancer". Elle omet toutefois de spécifier dans quels délais l'amendement devrait être en place, ce qui a conduit un observateur à déclarer que cette omission allait à l'encontre du mandat des ministres dans la Déclaration de Doha, qui avait chargé le Conseil des ADPIC de trouver une solution rapide d'ici fin 2002.

Tandis que la plupart des pays manifestaient leur volonté d'accepter cette solution, il y a eu des divergences sur le calendrier et sur le point de savoir si l'amendement était nécessaire. Dans un document diffusé avant la mini-ministérielle de Sydney, l'UE était en faveur d'une dérogation, mais seulement associée à un accord politique sur le contenu et le champ d'application d'un amendement, qui devrait être adopté le plus tôt possible (au plus tard avec l'accord final de la série de négociations en cours). La Suisse, quant à elle, était en faveur d'une dérogation, suivie d'un examen du point de savoir si quelque chose d'autre était nécessaire. Les Etats-Unis ont également appuyé la dérogation en attendant la mise en place de l'amendement, mais n'ont pas spécifié si l'amendement devait être convenu maintenant ou ultérieurement. Le Brésil - reflétant la position des producteurs de génériques dans les pays en développement - s'est dit disposé à envisager la solution d'une dérogation associée à un amendement, mais préférerait néanmoins une interprétation de l'article 30. Le Groupe africain, dans sa communication du 14 novembre (IP/W/389. consulté à : <http://docsonline.wto.org/>), incluait également une dérogation à long terme comme élément d'une solution possible, dérogation qui resterait en place jusqu'à ce que tous les Membres acceptent l'amendement à l'article 31(f).

Certains pays en développement ont en outre spécifié qu'ils n'accepteraient pas de négociations sur un amendement qui serait lié à d'autres négociations de Doha.

### **Champ d'application, éligibilité et autres questions**

Concernant les produits et les maladies visés, le président a réitéré sa proposition qui est de couvrir les problèmes de santé publique dont il est fait état dans le paragraphe I de la Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé publique. La plupart des Membres ont appuyé ce point, certains notant qu'il ne devrait pas être interprété comme limitant les maladies aux trois citées dans la Déclaration. Le président a en outre apporté des éclaircissements sur le fait que le champ devrait également comprendre " les ingrédients actifs utilisés dans leur fabrication, ainsi que les kits de diagnostic nécessaires pour leur utilisation " comme certains pays en développement l'ont préconisé à maintes reprises, notamment le Groupe africain. Selon la note du président, tous les PMA (pays les moins avancés) seraient automatiquement éligibles en tant qu'importateurs, alors que d'autres Membres seraient éligibles à la suite d'une notification unique à l'OMC. Alors que le système serait théoriquement ouvert aux pays développés non en transition, la note ajoute que ces Membres ont indiqué qu'ils n'auraient pas recours à ce système. La note n'établit pas de distinction entre pays en développement à revenu élevé et à faible revenu, comme cela a été préconisé par l'UE. En outre, tous les Membres seraient habilités à approvisionner d'autres pays Membres, dans ce système, mais devraient faire une notification à l'OMC en cas d'octroi d'une licence obligatoire dans le cadre du système. Les pays importateurs seraient également tenus de faire une notification. Plusieurs pays se sont dits préoccupés du fait que ces procédures de notification pourraient être trop pesantes, en particulier pour les petits pays.

Il y a d'autres sujets d'intérêt comme les sauvegardes visant à empêcher le retour des génériques sur les marchés des pays développés, qui ont vu les Membres divisés sur le point de savoir si l'Accord sur les ADPIC était suffisant

pour traiter de cette question ou si des mesures supplémentaires telles que des prescriptions en matière de conditionnement et d'étiquetage étaient nécessaires. De plus, la communication du Groupe africain réitérait le besoin d'une solution à long terme qui comprendrait le renforcement des capacités de fabrication. Ce dernier point n'a pas été développé par le mécanisme juridique proposé. Seul a été inclus un appel général à accorder une attention spéciale au travail sur le transfert de technologie aux termes de l'article 66.2 de l'Accord sur les ADPIC traitant du transfert de technologie vers les PMA, au sein du le Groupe de travail du commerce et du transfert de technologie.

Le président commencera à travailler sur un texte juridique, en consultation avec les Membres, et rendra compte à l'ensemble des Membres lors de la prochaine session informelle du Conseil des ADPIC, le 21 novembre. La prochaine session régulière est fixée du 25 au 27 novembre.

## SUR LE FIL

### **Le Contrôle De La "Gouvernance" Et Le Commerce Au Centre Des Préoccupations De Mise En Oeuvre Lors De La Conférence De Johannesburg**

Les ministres africains chargés des finances, de la planification et du développement économique se sont réunis du 19 au 21 octobre, en Afrique du Sud, pour se pencher sur la mise en oeuvre du Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique (NEPAD).

Plus de 500 participants, au nombre desquels une quarantaine de ministres des finances, des gouverneurs de banque centrale, des universitaires et chercheurs, des représentants de la société civile et du secteur privé ainsi que de la communauté internationale ont pris part à cette réunion. Une réunion des experts s'est tenue du 16 au 18 octobre, avant la conférence ministérielle organisée sous l'égide de la Commission Economique pour

l'Afrique (CEA) autour du thème "Accélération des Performances et des Progrès de l'Afrique : Le Défi du NEPAD".

Ce thème est une réponse à la demande que les ministres avaient faite l'année dernière, à l'issue de la conférence d'Alger. Ils se sont focalisés à Johannesburg sur les actions nécessaires pour amener les pays africains à traduire les principes et objectifs du NEPAD dans les initiatives prises au niveau national. Parmi ces principes et objectifs, le commerce et les problèmes d'accès aux marchés pour les produits africains occupent une place prépondérante.

C'est conscients de cela que les ministres ont pris l'engagement de faire du NEPAD le levier par lequel l'Afrique doit opérer son insertion progressive dans l'économie globale. Les ministres ont pris l'engagement dans leur déclaration d'augmenter la représentation quantitative et qualitative du continent africain dans toutes les instances de négociation internationales, en particulier au niveau de l'OMC. A cette fin, ils ont soutenu l'ambition de la CEA d'ouvrir prochainement un bureau permanent à Genève, qui sera chargé de fournir une assistance technique aux négociateurs africains et de contribuer au renforcement des capacités et des positions de négociation africaines.

Dans les paragraphes 14, 15 et 16 de la déclaration issue de la conférence, les ministres se sont encore conformés à l'esprit du NEPAD en appelant les pays développés à garantir un accès libre et sans contingent aux produits africains. Cela passe, selon eux, par l'harmonisation et la simplification des dispositions sur les règles d'origine qui seules peuvent permettre à l'Afrique de tirer profit des opportunités offertes par l'ouverture des marchés, en particulier en ce qui concerne les produits à grande valeur ajoutée.

Toutes les actions et les stratégies destinées à insérer davantage l'Afrique dans l'économie globale ne peuvent cependant être efficaces sans la création préalable à l'intérieur du continent d'un marché ouvert, accessible et harmonisé, par la

réduction, voire la suppression, des barrières douanières, l'harmonisation des procédures et la modernisation des infrastructures de production et de circulation. Concrètement, cela doit déboucher sur des décisions politiques majeures en faveur de la coopération interrégionale et du renforcement des communautés économiques régionales, conformément à l'engagement des ministres (paragraphe 16).

**Rappelons que dans le domaine spécifique du commerce, le NEPAD cherche à :**

- Assurer une participation active de l'Afrique aux échanges commerciaux mondiaux gérés sous les auspices de l'OMC.
- Identifier conjointement les besoins régionaux et continentaux en matière d'assistance technique et les soumettre aux partenaires développés ou à des organisations telles que l'OMC.
- Agir et dialoguer de façon à obtenir et stabiliser le traitement préférentiel consenti par certains partenaires de l'Afrique ( Système Généralisé de Préférence (SGP), l'Accord de Cotonou, l'Initiative Tout sauf les armes et l'AGOA etc.) et faire en sorte que la libéralisation multilatérale future n'affecte pas les marges préférentielles offertes par ces arrangements.

Le NEPAD est le fruit de la fusion du Partenariat du Millénaire pour le Programme de Redressement de l'Afrique (MAP), élaboré par les présidents Thabo Mbeki d'Afrique du Sud, Abdelaziz Bouteflika d'Algérie, Olusegun Obasanjo du Nigeria et Hosni Mubarak d'Egypte, et du plan OMEGA du président Abdoulaye Wade du Sénégal. Il s'inspire également du Pacte pour le Redressement de l'Afrique qui avait été élaboré par la CEA, à la demande des ministres des Finances africains réunis à Addis Abéba en novembre 2000.

**Sources :**

- AFP, 18 octobre 2002, 30 octobre 2002.
  - Pour le texte complet de la déclaration ministérielle
- [www.uneca.org/fr/conferenceofministers](http://www.uneca.org/fr/conferenceofministers), pour plus d'informations sur le NEPAD, consulter : [www.uneca.org/nepad](http://www.uneca.org/nepad)

## **Réunion De Harare Sur Le Régionalisme Africain Et L'OMC: Débats Sur Le NEPAD, L'AGOA Et D'Autres Arrangements Commerciaux**

Plus de trente représentants de la société civile, chercheurs et universitaires se sont réunis les 29-30 octobre à Harare, au Zimbabwe, pour un atelier régional de deux jours intitulé " L'interface entre le commerce et les accords de partenariat régionaux - Cotonou, AGOA, OMC et NEPAD ". L'atelier était organisé par Consumer Unity and Trust Society-Africa (CUTS-ARC), Mwengo (Zimbabwe) et l'Institute of Global Dialogue (Afrique du sud). Les discussions ont porté sur les processus de négociation en cours des accords commerciaux africains, dans le contexte des perspectives de développement du continent. L'atelier avait pour but d'éclairer certaines des questions en jeu dans les diverses négociations dans lesquelles l'Afrique est engagée et les avantages en terme de développement de systèmes tels que la Loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (African Growth and Opportunity Act - AGOA) et le Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD).

### **Cotonou**

L'atelier a noté que si l'UE était la force qui impulsait les nouvelles négociations entre l'Europe et le groupe de pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) - en raison de sa grande compréhension de ses relations avec les ACP - on ne pouvait en dire de même des pays ACP eux-mêmes. En raison de ce manque de clarté, ont déclaré les participants à l'atelier, il a été jugé peu probable que la région ACP tire autant d'avantages des accords de partenariat économique ACP-UE éventuels que l'on pourrait l'espérer. Les négociations en vue d'accords de partenariat économique (APE) compatibles avec l'OMC aux termes de l'Accord de Cotonou, ont été lancée en septembre entre les deux groupes de pays.

Les négociations à Bruxelles contiennent plusieurs propositions visant une ouverture accrue des

économies africaines. Toutefois, selon le communiqué final de l'atelier, " certaines des propositions de l'agenda des APE telles que les normes du commerce et du travail, les politiques régissant l'investissement, la concurrence et les droits de propriété intellectuelle sont en contradiction avec les positions des pays africains à l'OMC.

L'atelier a également identifié certains des problèmes dans les propositions d'APE de l'UE, notamment le fait qu'elles visent à diviser les ACP par région et par niveaux de développement, plutôt que par communauté d'intérêts économiques. En conséquence, ont noté les participants à la réunion, les pays africains pourraient être contraints d'adopter des positions divergentes sur les mêmes questions, donnant un avantage à l'UE dans les négociations. Selon le professeur Jasper Okelo de l'Université de Nairobi, les configurations géographiques requises par l'Accord de Cotonou pour la constitution des APE " sont une question difficile et complexe dont la solution demande du temps et une mobilisation de la volonté politique. " Ceci est dû en partie aux chevauchements des groupes commerciaux et économiques chez les ACP, a-t-il déclaré.

#### **NEPAD-OMC**

Concernant le NEPAD et l'OMC, l'atelier a noté qu'il y avait des domaines de chevauchement et qu'il fallait donc une plus grande coordination. Ces domaines ont été identifiés comme résultant de l'idéologie économique sous-jacente, avec un accent sur le commerce comme moteur favori de la croissance dans les pays en développement.

#### **AGOA**

A propos de l'arrangement bilatéral de l'AGOA, il y a eu un consensus, parmi les experts, sur le fait que plusieurs sujets de préoccupation se sont posés. Il a également été souligné que les règles d'origine de l'AGOA étaient en contradiction avec les règles de l'OMC. S'il y a de nombreuses préférences au titre de l'AGOA, son calendrier était perçu comme étant trop court pour permettre aux pays de développer les infrastructures nécessaires

afin de maximiser les avantages découlant de l'arrangement commercial. En outre, l'AGOA n'est pas un accord de partenariat, car il y a eu peu d'implication des pays africains dans sa préparation.

L'atelier a conclu : " Les pays de la région doivent porter leur attention sur l'élaboration d'une stratégie de développement national générale et d'un train de politiques commerciales appropriées, au lieu de concentrer leurs énergies sur des programmes sectoriels, sources de division, tels que Cotonou, l'AGOA et le NEPAD. " A cet égard, l'atelier a appelé à plus de plaidoyer et d'éducation du public sur le contenu des diverses négociations commerciales et sur les questions en jeu dans ces négociations.

### **EVENEMENTS**

Cette rubrique présente une liste de réunions concernant le commerce et le développement durable. Elles se tiendront dans les différents organes de l' OMC ou dans d'autres organisations au cours du mois à venir. Pour avoir plus d'informations sur les prochaines rencontres relatives au commerce et au développement durable, veuillez consulter le calendrier de l'ICTSD sur le site : <http://www.ictsd.org/cal/index.htm>.

#### **EVENEMENTS DE L'OMC**

- 18 - 21 novembre, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement, session régulière suivie d'une session spéciale
- 21 - 22 novembre, OMC, Genève, Comité de l'agriculture, session régulière suivie d'une session spéciale
- 25 - 28 novembre, OMC, Genève, Conseil des ADPIC, session régulière suivie d'une session spéciale
- 26 novembre, OMC, Genève, Comité du commerce et du développement



2 -3 décembre, OMC, Genève, Groupe de négociation sur l'accès aux marchés  
2 -3 décembre, Comité du commerce et du développement, session spéciale  
9 - 11 - 12 décembre, OMC, Genève, Conseil des commerce des services, sessions spéciales  
16 - 17 décembre, OMC, Genève, Organe de règlement des différends, session spéciale

## EVENEMENTS D'AILLEURS

15 - 17 novembre, Valence, Espagne, 17ème session du forum global biodiversité. Pour plus de renseignements, contactez Caroline Martinet, IUCN. Tel : +41-22-99-0216. Fax : +41-22-999-0025. Email : [caroline.martinet@iucn.org](mailto:caroline.martinet@iucn.org). Internet :

[http://www.gbif.ch/present\\_session.asp?no=27&lg=EN](http://www.gbif.ch/present_session.asp?no=27&lg=EN)

17 - 20, novembre, Orlando, Floride, USA, Symposium sur les défis pour les petits cultivateurs. Cette réunion est organisée par l'association de systèmes d'agriculture internationale et aura comme thèmes centraux les petits cultivateurs dans un monde changeant et la réunion des défis de revenus durables et de sécurité alimentaire dans les diverses communautés rurales. Pour plus de renseignements, contactez Peter Hildebrand, Université de Floride. Tel : +1-352-392-1965. Fax : +1-352-392-7127. Email : [peh@ufl.edu](mailto:peh@ufl.edu). Internet : <http://conference.ifas.ufl.edu/ifsa>.

18 - 21 novembre, Midrand, Afrique du Sud, Congrès "Villes vertes, villes durable". Pour plus de renseignements, visitez le site Internet suivant : <http://www.ierm.org.za/>.

25 - 26 novembre, Venise, Italie, La durabilité dans le secteur de l'eau. Pour plus de renseignements, contactez Laza Changizi. Tel : +44-20-7654-5518. Fax : +44-20-7654-5555. Email : [sustainability2002@iwaqh.org.uk](mailto:sustainability2002@iwaqh.org.uk). Internet : <http://www.iawq.org.uk/template.cfm?name=sustainability2002>

27 - 29 novembre, Graz, Autriche, 3ème meeting du Forum Global sur l'énergie durable. Pour plus de renseignements, contactez Irène Freudenschuss-Reichl, UNIDO. Tel : +1-212-963-6890. Fax : +1-

212-963-7904. Email : [freudenschuss-reichl@un.org](mailto:freudenschuss-reichl@un.org).

9 - 13 décembre, Genève, Suisse, Convention de Bâle COP-6. Pour plus de renseignements, contactez le secrétariat de la convention de Bâle. Tel : +41-22-979-8218. Fax : +41-22-797-3454. Email : [sbc@unep.ch](mailto:sbc@unep.ch). Internet : <http://www.basel.int/meetings/calendar.html>.

9- 17, décembre, Genève, Suisse, 4ème session du comité intergouvernemental de l'OMPI sur la propriété intellectuelle et les ressources génétiques, les savoirs traditionnels et le forkllore. Pour plus de renseignements, contactez l'OMPI. Tel : +41-22-338-9111. Fax : +41-22-733-5428. Email : [WIPO.mail@wipo.int](mailto:WIPO.mail@wipo.int).

13 - 17 décembre, Caire, Egypte, Conférence internationale sur la promotion des meilleures pratiques de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité dans les zones arides et semi-arides. L'objectif de cette conférence est l'approche de meilleures pratiques dans les pays en développement. Pour plus de renseignements, contactez Helen Martin. Fax : +39-040-224-0689. Email : [info@twonso.org](mailto:info@twonso.org).

## PUBLICATIONS

Vous trouverez dans cette rubrique des ouvrages, articles et essais récents sur le commerce et le développement durable. Si vous désirez profiter de l'espace pour annoncer un document, veuillez nous envoyer une copie à l'adresse : [taoufik@enda.sn](mailto:taoufik@enda.sn)

## EN FRANCAIS

**ACADEMIE UNIVERSELLE DES CULTURES**, Quelle mondialisation ? Grasset Editions, Juin 2002, 353 pages

La mondialisation est-elle souhaitable ? si oui, est-elle réalisable ? Dans quelle mesure affecte-t-elle l'individu dans son rapport avec son environnement ? Ce livre tente de répondre à ces questionnements en abordant la mondialisation sous tous ses



aspects, économique, social, scientifique et culturel. Il met en lumière plusieurs points importants et essaye, au fil des pages, de démontrer : 1) que la mondialisation n'est pas un phénomène nouveau dans l'histoire de l'humanité ; 2) qu'elle n'est pas une tragédie ; 3) qu'il est indispensable de la construire et l'encadrer afin de répondre aux inquiétudes que suscitent le phénomène.

## **CENTRE DU COMMERCE**

**INTERNATIONAL (CCI) : Règles commerciales internationales:** Manuel de réponses sur les Accords de l'OMC pour les petites et moyennes entreprises exportatrices. Janvier 2002, 136 pages. Édition révisée de la publication "International Trade Rules: Business Questions About the World Trading System and the WTO", publiée en 2000 en tant que document technique.

Principalement destinée aux petites et moyennes entreprises de pays en développement et d'économies en transition, elle étudie l'incidence des accords commerciaux multilatéraux sur les flux commerciaux internationaux; il explique le mécanisme de mise en œuvre des Accords de l'OMC et son incidence; il couvre les obstacles au commerce, y compris les réglementations sanitaires et les droits antidumping, le commerce des marchandises notamment des produits agricoles et des textiles, le règlement des différends, les accords régionaux, le commerce des services et les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce. Pour plus d'informations,

[http://www.forumducommerce.org/news/fullstory.php/aid/348/Publications\\_r%E9centes\\_du\\_CCI.html](http://www.forumducommerce.org/news/fullstory.php/aid/348/Publications_r%E9centes_du_CCI.html)

CNUCED, Le développement économique en Afrique : de l'ajustement à la réduction de la pauvreté : qu'y a-t-il de nouveau ? 2002, 74 pages

Au cours des dernières années, la pauvreté dans le monde en développement a constitué un motif de préoccupation de plus en plus fort de la communauté internationale. Elle était un des thèmes les plus importants du Sommet social de Copenhague et, plus récemment, le Sommet du millénaire a fixé comme objectif de la réduire de moitié d'ici 2015. Le présent rapport traite des

mesures inscrites dans les programmes de réduction de la pauvreté. La section suivante analyse succinctement le degré de participation et de maîtrise des autorités nationales à l'égard de ces programmes et les résultats obtenus quant à la satisfaction des aspirations des pauvres. Les démarches aujourd'hui adoptées dans divers domaines de la politique économique et de la réforme des institutions sont ensuite étudiées. Les principales constatations du rapport sont présentées dans la conclusion, où est également examinée la question de savoir si la nouvelle approche constitue un progrès par rapport aux politiques d'ajustement structurel et a des chances de donner de meilleurs résultats. A télécharger à : [http://www.unctad.org/fr/docs//gdsafrika2\\_fr.pdf](http://www.unctad.org/fr/docs//gdsafrika2_fr.pdf)

CNUCED, Rapport sur le commerce et le développement 2002, 184 pages.

Le Rapport sur le commerce et le développement 2002 (TDR 2002) analyse les tendances et les perspectives de l'économie mondiale et met l'accent sur le dynamisme des exportations et l'industrialisation des pays en développement. Il montre que l'intégration dans l'économie mondiale est essentielle, mais ne suffit pas à assurer le développement d'un pays. Le rapport s'interroge sur l'idée reçue selon laquelle la croissance des exportations et l'investissement étranger direct (IED) entraînent automatiquement une augmentation correspondante des revenus. Comment se fait-il que les pays en développement participent de plus en plus aux échanges internationaux alors que leurs revenus baissent? La

CNUCED estime que ces pays se font concurrence pour exporter des produits manufacturés identiques à forte intensité de main-d'œuvre vers les mêmes marchés. À son avis, ils devraient s'orienter vers des exportations à plus forte valeur ajoutée en modernisant leur technologie et en améliorant leur productivité. A télécharger à : [http://www.unctad.org/fr/docs//tdr2002\\_fr.pdf](http://www.unctad.org/fr/docs//tdr2002_fr.pdf)

OCDE, l'agriculture et la libéralisation des échanges : élargir la portée des accords d'Uruguay, Mai 2002, 215 pages.

Ce rapport fournit des informations sur les niveaux moyens des tarifs douaniers et sur l'utilisation des

contingents tarifaires, des subventions à l'exportation et des crédits à l'exportation par certains pays de l'OCDE pour des produits agricoles de la zone tempérée. Il examine également les conséquences d'une plus grande libéralisation de ces différents instruments à moyen terme. En ce qui concerne l'accès aux marchés, bien que ce soit la diminution des tarifs douaniers qui ait le plus d'impact sur les prix mondiaux, chacun des instruments actuels (droits de douane appliqués aux contingents, hors contingents et contingents tarifaires) doit être libéraliser pour maximiser l'impact. Des contrôles sont toutefois nécessaires pour éviter une généralisation de toutes les formes de politiques de concurrence aux exportations. Les défis auxquels les décideurs politiques doivent faire face est de continuer à bâtir sur les fondements de l'Accord d'Uruguay sur l'agriculture afin de réduire les distorsions liées aux échanges.

<http://www.oecd.org/pdf/M00029000/M00029255.pdf>

#### EN ANGLAIS

International Institute for Sustainable Development (IISD), **ECOLOGICAL RULES & SUSTAINABILITY IN THE AMERICAS**. October 2002

To obtain a copy of this publication, visit <http://www.iisd.org> or <http://www.amazon.com>.

James Mathis, **REGIONAL TRADE AGREEMENTS IN THE GATT/WTO: ARTICLE XXIV AND THE INTERNAL TRADE REQUIREMENT**, TMC, Asser Press, 2002. <http://www.asserpress.nl/cata/mathis/fra.htm>

Journal of environmental economics management: **LONG-TERM SUSTAINABILITY BETWEEN ENVIRONMENTAL AND MAN-MADE GOOD**, n°44, (2, 2002): 329-

345. By Reyer Gerlagh B. C. C. van der Zwaan.

Maurice Schiff, Marcelo Olarreaga and Yanling Wang, **TRADE-RELATED TECHNOLOGY DIFFUSION AND THE DYNAMICS OF NORTH-SOUTH AND SOUTH-SOUTH INTEGRATION** (World Bank Paper WPS# 2861, June 2002. To obtain a copy of this paper, visit

<http://www.worldbank.org/research/trade/archive.html>.

Seattle to Brussel Network: **INVESTMENT AND COMPETITION NEGOTIATIONS IN THE WTO - WHAT'S WRONG WITH IT AND WHAT ARE THE ALTERNATIVES?** October 2002, To obtain a copy of this booklet, visit <http://www.s2bnetwork.org>.

Worldwide Fund for Nature International (WWF), **TURNING THE TIDE ON FISHING SUBSIDIES: CAN THE WTO PLAY A POSITIVE ROLE?** October 2002. For further information, contact Kyla Evans, Head of Press WWF International, tel: +41 22 364 9550; email: [kevans@wwfint.org](mailto:kevans@wwfint.org). The issue brief can be found at: [http://www.panda.org/downloads/policy/turning\\_tide\\_on\\_fishing\\_subsidies.pdf](http://www.panda.org/downloads/policy/turning_tide_on_fishing_subsidies.pdf)

Retrouvez les archives de *PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* sur le site internet d'ICTSD ([http://www.ictsd.org/pass\\_synthese/index.htm](http://www.ictsd.org/pass_synthese/index.htm))

*PASSERELLES, SYNTHÈSE MENSUELLE SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE* © est produit par ICTSD et ENDA Tiers Monde. Responsable de publication : Taoufik Ben Abdallah (ENDA) et Christophe Bellmann (ICTSD) Rédaction : Cheikh Tidiane DIEYE et El Hadji Abdourahmane DIOUF

Merci de faire circuler et de diffuser largement ce bulletin dans vos propres réseaux. Des extraits de cette publication peuvent être utilisés dans un but non lucratif à condition d'en citer l'origine.

Cette publication est produite grâce au soutien financier de la Direction du Développement et de la Coopération suisse (DDC)